



01 mars 2012

A propos du 29 février

Quel bilan tirer de la journée européenne d'action du 29 Février contre l'austérité ?

Rappelons tout d'abord que c'est sous la pression des luttes en cours dans toute l'Europe que la Confédération Européenne des Syndicats (C.E.S.) a appelé à cette journée d'actions. Ce rappel est utile car la C.E.S. a tout fait pour minimiser l'importance et l'impact de ces luttes des peuples d'Europe (Voir nos articles précédents). Pour le 29, elle a essentiellement centré la journée d'action contre le traité européen, rien sur les revendications, et surtout pas d'appel à la grève.

Les rassemblements et manifestations qui ont eu lieu dans les 29 pays de la zone euro ne reflètent pas le niveau des luttes actuelles. Même constatation en France. Les 160 rassemblements ont réunis environ 130 000 salariés, alors que dans tout le pays, des luttes importantes et nombreuses ont lieu.

Dans l'industrie chimique, 18 groupes ont appelé à la grève, grève également à la S.N.C.F., dans les transports publics (dont 20 grandes villes), dans les aéroports, à E.D.F., dans les services publics.

Dans la métallurgie, débrayages importants dans le groupe Renault à Cléon, Le Mans, Lardy. Idem chez Dassault et dans le groupe Safran à la S.N.E.C.M.A. Le Creusot, Gennevilliers et Villaroche, à la S.A.G.E.M. Des actions sont prévues chez Renault Trucks. Dans les Bouches du Rhône, 80 entreprises ont débrayé. Dans le groupe A.M.C.O.R. (Emballages), grève à Dijon, Frages, Chalon, Mareuil, Saint-Sevrin.

Ce n'est là qu'une partie des luttes dont nous avons connaissance aujourd'hui, il faut y ajouter celles qui font l'actualité comme Arcelor-Mittal, Lejaby, les raffineries, les saisonniers, et d'autres...

Toutes ces luttes portent les mêmes revendications, salaires et emploi.

Elles demandent à être coordonnées, encouragées, impulsées pour élever encore leur niveau afin de faire reculer le capital. C'est normalement le rôle dévolu aux confédérations syndicales, mais c'est à ce moment de développement des luttes que les centrales sont divisées pour des motifs essentiellement politiques. C.F.D.T. et F.O. s'abstiennent de toute initiative pour « ne pas gêner la campagne des présidentielles », C.F.T.C. et C.G.C. font preuve d'un mutisme à toute épreuve, quant à la C.G.T., elle manœuvre en laissant les départements et les syndicats seuls décider des initiatives à prendre.

Et demain ?

L'immobilisme volontaire des centrales syndicales est un frein au développement des luttes. Rien n'est prévu au lendemain du 29, mais les luttes se poursuivent dans de nombreuses entreprises...

Nous les soutenons, car c'est la seule voie possible.

www.sitecommunistes.org